



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaines du 30 mars au 10 avril 2026

English summary

Southern Africa

- Markets reacted strongly to a temporary ceasefire in Iran, with sharp movements in oil, metals, currencies, and South African stocks, but renewed tensions quickly brought back uncertainty and volatility.

South Africa

- France was the leading foreign investor at the latest South Africa Investment Conference, with 30 French companies announcing investments worth 20.7 billion ZAR in key sectors such as energy, transport, and industry.
- The government has decided to temporarily cut fuel taxes by around 3 ZAR per litre in April 2026 to reduce the impact of rising global oil prices caused by tensions in the Middle East.
- NECSA has launched a call for interest to find partners and technologies for developing small modular nuclear reactors as part of South Africa's nuclear energy strategy.
- South Africa has published major transport plans to modernise rail and airport infrastructure, including a future high-speed rail line between Johannesburg and Durban.
- Transnet has signed two private concession agreements in Durban port, attracting over 1 billion ZAR in investment to improve port infrastructure and logistics performance.
- After the end of Bombela's concession, the Gautrain is now fully owned by Gauteng province and will continue operating temporarily while a new private partner is selected.

- Business activity in South Africa improved slightly in March, but falling orders, supply chain issues, and rising costs are weakening future prospects.
- Car sales in South Africa increased significantly thanks to strong local demand, while exports declined due to international uncertainty and US tariffs.

Angola

- Inflation in Angola has been decreasing for 20 months, although food prices remain the main driver and regional differences persist.
- The drop in Angola's interbank rate reflects improved liquidity and a more flexible monetary policy, though risks remain.
- Most public contracts in Angola are awarded without competition, raising concerns about transparency and public spending control.
- Angola is investing heavily to improve water access in Luanda and upgrade health and sports infrastructure.
- Angola's first gold refinery will soon start operating, supporting economic diversification alongside strong diamond production.
- Angola aims to develop local drug production, but limited market size and high costs may make the strategy difficult to sustain.

Botswana

- Botswana is negotiating to buy up to 30% of Angola's Lobito refinery project to strengthen its fuel supply security and reduce dependence on imports.

Mozambique

- The government is urged to take urgent measures to secure fuel supply and protect vulnerable populations amid global tensions.
- Mozambique unexpectedly repaid its IMF debt early, raising concerns about liquidity despite aiming to strengthen macroeconomic stability.

Namibia

- Namibia's growth is slowing due to weak demand and drought, and the IMF recommends fiscal discipline and economic diversification.

Zambia

- Zambia has temporarily removed VAT and excise taxes on fuel imports to lower fuel prices and reduce inflation pressures caused by global energy market volatility.

Le chiffre à retenir

20,7 Mds ZAR

C'est le montant (environ 1,1 Md EUR) que les 30 plus grosses entreprises françaises établies en Afrique du Sud se sont engagées à investir dans le pays.

A LA UNE – Afrique australe

Volatilité des marchés dans un contexte international toujours incertain

L'annonce d'un cessez-le-feu en Iran a fait naître une certaine euphorie sur les marchés. La journée du mercredi 8 avril a été marquée par une chute de 16,4 % du prix du baril de pétrole brut à 94 USD, une augmentation des tarifs de l'or (4 730 USD / once) et du cuivre (+4 % à 5,7 USD / livre) à leur plus haut niveau en trois semaines, une appréciation du Rand de 2,7 % vis-à-vis du dollar américain, et une hausse de 3,96 % de l'indice *All-Share* de la Bourse de Johannesburg, soit la plus importante hausse journalière en plus de six ans. Les actions des entreprises du secteur minier et des principales banques sud-africaines se sont envolées sur la journée, l'action de la Standard Bank atteignant par exemple le prix record de 336,76 ZAR (soit une hausse supérieure à 7 % sur la journée).

Le prix du pétrole brut s'est toutefois partiellement relevé dès le lendemain (+ 4 % jeudi 9 avril), s'établissant autour de 99 USD le baril, les tensions renouvelées au Moyen-Orient ayant semé le doute quant à la pérennité d'un cessez-le-feu fragile. Les prix se rapprochent désormais des niveaux observés en 2022, tandis que l'incertitude persistante autour du cessez-le-feu favorise la volatilité des marchés, les opérateurs évaluant la stabilité des flux pétroliers dans la région. Selon Goldman Sachs, le prix du Brent devrait se maintenir en moyenne au-dessus de 100 dollars le baril jusqu'en 2026 si le détroit d'Ormuz reste encore fermé un mois de plus.

Sommaire :

Afrique du Sud

- La France premier investisseur en Afrique du Sud
- L'Afrique du Sud envisage d'abaisser la taxe sur les carburants suite à la hausse des prix du pétrole causé par la guerre en Iran
- NECSA publie un appel à expression d'intérêt pour la construction de petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR)
- Les plans nationaux de développement ferroviaire et aéroportuaire ont été publiés pour consultation
- Transnet signe deux nouveaux accords de concession au sein du port de Durban, dont un associant Africa Global Logistics (AGL)
- La concession du Gautrain arrive à son terme et passe provisoirement sous le contrôle direct de la Gautrain Management Agency (GMA)
- La Banque centrale relève la diminution importante du volume des exportations sud-africaines vers les Etats-Unis
- Le PMI sud-africain repasse au-dessus de la barre des 50 points pour la première fois en six mois, mais les perspectives d'activité s'assombrissent
- Les ventes de véhicules neufs ont poursuivi leur hausse en mars 2026, mais les exportations diminuent, dans un contexte international incertain

Angola

- La dynamique de désinflation se poursuit en mars
- Le Luibor overnight recule à 18,21 %, signe d'un assouplissement des conditions de liquidité
- Gré à gré en Angola : un record inquiétant
- Luanda : 262 MEUR investis dans l'amélioration de l'approvisionnement en eau
- La première raffinerie d'or d'Angola sera opérationnelle au premier semestre de cette année
- Une ambition pharmaceutique locale aux fondements économiques fragiles

Botswana

- Le Botswana cherche à acquérir une participation de 30 % dans la raffinerie de Lobito, en Angola

Mozambique

- Le Frelimo, le parti au pouvoir, demande au gouvernement de prendre des « mesures urgentes » pour faire face à d'éventuelles pénuries de carburant
- Règlement inattendu, intégral et anticipé de la dette de 701,4 MUSD due au FMI

Namibie

- Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » en Namibie

Zambie

- Le gouvernement approuve la mise à zéro de la TVA et la suspension des droits d'accise sur les importations de carburant

Afrique du Sud

La France premier investisseur en Afrique du Sud

Lors de la 6^e conférence sur l'investissement en Afrique du Sud (South Africa Investment Conference – SAIC), la France s'est positionnée comme le premier investisseur étranger du pays pour cette édition. Trente entreprises françaises ont annoncé des engagements à hauteur de 20,7 Mds ZAR (1,1 Md EUR). Depuis 2019, les investissements cumulés atteignent 166 Mds ZAR (8,5 Mds EUR), reflétant une présence durable sur le marché sud-africain.

Ces investissements couvrent plusieurs secteurs structurants, notamment l'énergie (EDF, Engie, TotalEnergies), l'eau et l'assainissement (Veolia), les transports, l'industrie manufacturière, les médias et les biens de consommation. Ils s'inscrivent dans une stratégie de diversification sectorielle et d'ancrage local.

La conférence a réuni plus de 1 000 participants internationaux. Le président Cyril Ramaphosa a annoncé 889 Mds ZAR (45,5 Mds EUR) d'engagements pour cette édition, portant le total à 1 500 Mds ZAR (77 Mds EUR) depuis 2018 et fixant un objectif ambitieux de 3 000 Mds ZAR (166 Mds EUR) pour la prochaine édition. Les autorités ont également souligné les avancées des réformes engagées, ainsi que le rôle de l'investissement dans la transformation économique du pays.

L'Afrique du Sud envisage d'abaisser la taxe sur les carburants suite à la hausse des prix du pétrole causé par la guerre en Iran

Dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, qui entraîne une hausse des prix mondiaux de l'énergie, le ministre des finances Enoch Godongwana envisage des mesures d'ajustement de la fiscalité des

carburants afin de limiter l'impact sur les consommateurs et l'économie.

Les autorités ont notamment étudié une réduction temporaire de la taxe générale sur les carburants (*fuel levy*), dans la continuité des mesures déjà adoptées lors de précédentes crises énergétiques. Une baisse similaire à celle mise en œuvre en 2022 (-1,50 ZAR par litre) est évoquée, alors que la taxe devait initialement augmenter à environ 4 ZAR par litre à partir d'avril 2026.

Face à l'accélération des prix liée aux tensions géopolitiques, une réduction temporaire d'environ 3 ZAR par litre (le diesel à la pompe est à environ 30 ZAR/l) a été décidée pour avril 2026, malgré un coût budgétaire estimé à plus de 6 Mds ZAR. Cette mesure s'inscrit dans un ensemble plus large de réponses publiques visant à atténuer les effets inflationnistes et à soutenir les ménages et les secteurs économiques exposés.

NECSA publie un appel à expression d'intérêt pour la construction de petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR)

L'entreprise publique South African Nuclear Energy Corporation (Necsa) a lancé d'un appel à manifestation d'intérêt visant à identifier des partenaires et technologies pour le développement de réacteurs nucléaires modulaires de petite taille (SMR) en Afrique du Sud.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de relance du secteur nucléaire sud-africain, avec l'objectif de renforcer les capacités industrielles locales et de positionner le pays sur le marché émergent des SMR. Les autorités cherchent à attirer des fournisseurs internationaux capables de proposer des solutions technologiques adaptées aux besoins énergétiques et industriels du pays.

Les plans nationaux de développement ferroviaire et aéroportuaire ont été publiés pour consultation

Le gouvernement sud-africain a publié pour consultation publique deux documents stratégiques majeurs : le projet de National Rail Master Plan (NRMP) et le projet de National Airports Development Plan (NADP), visant à restructurer et moderniser les infrastructures de transport du pays.

Le NRMP doit structurer la revitalisation du réseau ferroviaire en plusieurs phases critiques, avec une priorité accordée aux deux prochaines décennies afin de stabiliser le transport de fret et de lancer une ligne à grande vitesse reliant Johannesburg à Durban. L'objectif est de porter le volume de fret à 250 millions de tonnes par an d'ici 2029, contre 160 millions actuellement, et d'augmenter le nombre annuel de trajets en transport de passagers de 77 millions aujourd'hui à 600 millions, voire 725 millions, dans les cinq prochaines années, notamment grâce à une implication accrue du secteur privé.

Parallèlement, le NADP définit une stratégie de développement aéroportuaire sur vingt ans visant à rationaliser les infrastructures selon une hiérarchie stricte entre hubs internationaux et aéroports régionaux. Ce plan repose sur une croissance projetée du trafic aérien de 4 % par an et identifie plusieurs zones aéroportuaires stratégiques destinées à soutenir le tourisme ainsi que les exportations agricoles.

Ces deux feuilles de route ambitionnent de transformer l'Afrique du Sud en une plateforme logistique compétitive à l'échelle continentale. Les parties prenantes disposent désormais d'un délai de 30 à 60 jours pour soumettre leurs amendements techniques à ces projets de loi.

Transnet signe deux nouveaux accords de concession au sein du port de Durban, dont un associé Africa Global Logistics (AGL)

L'autorité portuaire sud-africaine Transnet National Ports Authority (TNPA) a progressé dans la mise en œuvre de deux concessions avec des opérateurs privés au port de Durban, dans la zone de Maydon Wharf.

Ces accords, conclus avec African Port Logistics and Infrastructure et un consortium incluant BAL SA (Afrique du Sud) et l'entreprise française Africa Global Logistics (AGL), devraient mobiliser près d'1 Md ZAR (50 M EUR) d'investissements privés pour moderniser les infrastructures portuaires. Les opérateurs seront responsables du financement, de la conception, de la construction et de l'exploitation des terminaux, avant leur transfert à la TNPA à l'issue de concessions d'une durée de 25 ans.

Ces projets visent à renforcer la compétitivité du port de Durban, notamment pour les exportations agricoles et les flux de marchandises périssables. Ils s'inscrivent dans une stratégie plus large de réforme du secteur portuaire sud-africain, visant à attirer des investissements privés, améliorer les performances logistiques et soutenir le développement économique régional.

La concession du Gautrain arrive à son terme et passe provisoirement sous le contrôle direct de la Gautrain Management Agency (GMA)

À l'issue de la concession détenue par Bombela Concession Company (BOC), filiale de RATP Dev, arrivée à échéance le 27 mars 2026 après 19 ans et demi, le projet Gautrain entre dans une nouvelle phase institutionnelle et opérationnelle. Le réseau devient un actif entièrement détenu par la province du Gauteng via la Gauteng Management Agency (GMA), les coûts de construction et de financement ayant été intégralement remboursés.

Afin d'assurer la continuité du service, un dispositif transitoire permet à l'opérateur actuel de poursuivre l'exploitation pendant

une période pouvant aller jusqu'à six mois, le temps de finaliser la désignation d'un nouveau partenaire privé. Les autorités ont indiqué qu'un concessionnaire préféré avait été identifié et que les négociations étaient à un stade avancé.

Le Gautrain continuera d'être exploité dans le cadre d'un modèle de partenariat public-privé (PPP), avec une nouvelle concession envisagée pour environ 15 ans. Cette transition vise à maintenir les performances opérationnelles du réseau tout en intégrant des objectifs de modernisation, de maintenance et d'extension à moyen terme.

La Banque centrale relève la diminution importante du volume des exportations sud-africaines vers les Etats-Unis

Dans son bulletin trimestriel du mois de mars, la *South African Reserve Bank (SARB)* a relevé la baisse des exportations sud-africaines vers les Etats-Unis. La diminution des volumes d'exportation à destination des Etats-Unis, débutée dès le troisième trimestre 2024, s'est aggravée en 2025, en lien avec la nouvelle politique commerciale américaine. Cette diminution concerne principalement les véhicules et leurs pièces détachées, désormais soumis à des droits de douane de 25 %, ainsi que l'acier et l'aluminium, taxés à 50 %. Alors que la plupart des autres produits s'étaient vu imposer des droits de douane de 30 % au mois d'août 2025, ceux-ci ont récemment été abolis par la Cour suprême américaine, avant d'être réintroduits, à hauteur de 15 %, par le pouvoir exécutif. Si les exportations sud-africaines vers les Etats-Unis ont continué à progresser en valeur (+2,9 % au T4 2025, après +11,8 % au T3), cette évolution reflète uniquement la flambée des prix de l'or et des métaux du groupe platine : hors perles, pierres précieuses et semi-précieuses, les exportations auraient reculé de 9,9 % en valeur au T4 2025, après une contraction de 15,6 % au T3. Alors que les Etats-Unis étaient historiquement le

deuxième partenaire commercial de l'Afrique du Sud (représentant 7,7 % de leurs exportations en 2024), ils ont glissé à la troisième place en 2025 (représentant 7,1 % des exportations sud-africaines), derrière la Chine et l'Allemagne.

Le PMI sud-africain repasse au-dessus de la barre des 50 points pour la première fois en six mois, mais les perspectives d'activité s'assombrissent

L'indice PMI (*Purchasing Managers' Index*) S&P Global pour l'Afrique du Sud a atteint 50,8 points au mois de mars, après 50,0 points en janvier et en février, témoignant d'un regain de confiance des entreprises.

Cet indicateur, qui reflète la confiance du secteur privé (mines, industrie manufacturière, services, construction et commerce) sur la base d'un panel de 400 entreprises, montre ainsi une progression marquée de l'activité. La production a augmenté à son rythme le plus rapide en six mois, portée par une création d'emplois plus soutenue et par la première hausse des stocks de matières premières depuis novembre dernier.

Cependant, de premiers signes tendent à indiquer que l'incertitude économique accrue et les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient commencent à se faire sentir. Les nouvelles commandes ont reculé pour le deuxième mois consécutif, une baisse qui s'est accélérée avec la chute des ventes à l'exportation, la plus rapide en plus de deux ans. Les délais de livraison se sont allongés à leur plus haut niveau en 16 mois en raison des perturbations du transport maritime via le détroit d'Ormuz. L'augmentation du prix des intrants a par ailleurs entraîné la plus forte hausse des coûts de production en plus d'un an. Dans ce contexte, les perspectives d'activité future se sont encore affaiblies, atteignant leur niveau le plus bas depuis juillet 2021.

Les ventes de véhicules neufs ont poursuivi leur hausse en mars 2026, mais les exportations diminuent, dans un contexte international incertain

Selon la *National Association of Automobile Manufacturers of South Africa (NAAMSA)*, 58 060 véhicules neufs ont été vendus sur le marché intérieur en mars 2026 (soit +17,3 % sur un an), ce qui représente la meilleure performance pour un mois de mars depuis 2007. La croissance des ventes a concerné tous les types de véhicules : les voitures particulières (+18,2 % en g.a.), les véhicules utilitaires légers (+15,7 % en g.a.) et moyens (+14,0 % en g.a.), ainsi que les poids lourds et les autobus (+14,5 % en g.a.). Ces résultats témoignent de la résilience continue de la demande intérieure, soutenue par l'amélioration de la confiance des consommateurs et des entreprises, ainsi que par la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt.

Les exportations de véhicules neufs ont en revanche diminué, ne représentant que 37 388 unités, soit une baisse de 5,3 % sur un an. Elles ont notamment été affectées par les droits de douane additionnels de 25 % imposés par l'administration américaine.

Angola

La dynamique de désinflation se poursuit en mars

Selon l'Institut National de la Statistique (INE), l'inflation s'est établie à 12,42 % sur un an en mars 2026. Il s'agit du vingtième mois consécutif de baisse de l'inflation, qui avait atteint un pic à 31,09 % en g.a. en juillet 2024.

La hausse des prix demeure principalement tirée par le poste « alimentation et boissons non alcoolisées », qui contribue à hauteur de 7,73 points à l'inflation globale. Les catégories « biens et services divers » et « transport » contribuent de manière plus marginale à la hausse des prix (+0,81 point

chacune), traduisant une diffusion plus contenue des tensions inflationnistes au reste de l'économie.

Des disparités territoriales persistent, certaines provinces enregistrant des niveaux d'inflation sensiblement plus élevés, notamment Cabinda (19,56 %), Malanje (14,62 %) et Lunda Sul (14,58 %). À l'inverse, les provinces de Cunene (9,87 %), Huambo (9,93 %) et Namibe (10,55 %) enregistrent des hausses de prix plus modérées.

Le Luibor *overnight* recule à 18,21 %, signe d'un assouplissement des conditions de liquidité

Le Luibor (*Luanda Interbank Offered Rate*) est le taux d'intérêt de référence du marché monétaire interbancaire en Angola). Le Luibor *overnight* – qui mesure, en temps réel, le degré de tension ou d'aisance de la liquidité bancaire en Angola, et constitue ainsi un indicateur immédiat de l'orientation effective de la politique monétaire de la BNA – s'est établi à 18,21 % au 1er avril 2026. En baisse de 2,24 points sur un mois, il atteint son plus bas niveau depuis mars 2024. Ce mouvement confirme la détente progressive observée sur le marché monétaire interbancaire angolais.

Ce repli s'inscrit dans le sillage des ajustements récents de la politique monétaire de la Banque Nationale d'Angola, dans un contexte de ralentissement marqué de l'inflation et de stabilisation du taux de change. Il traduit une amélioration des conditions de liquidité au sein du système bancaire, probablement liée à une gestion plus accommodante de la liquidité par la banque centrale.

La convergence du Luibor vers la borne inférieure du corridor de taux directeurs suggère un relâchement des tensions sur le refinancement interbancaire. Cette évolution pourrait progressivement se transmettre aux conditions de crédit, via

une baisse des taux débiteurs, bien que la transmission reste généralement partielle et différée dans le contexte angolais.

Au-delà du signal conjoncturel, cette détente monétaire doit être appréciée avec prudence : elle reflète autant l'amélioration du cadre macroéconomique que la dépendance persistante du système financier aux injections de liquidité de la banque centrale. La poursuite de cette tendance dépendra notamment de l'ancrage durable des anticipations d'inflation et de la stabilité du kwanza.

Gré à gré en Angola : un record inquiétant

Selon les données du Service national de la passation des marchés publics (SNCP), près de huit contrats publics sur dix ont été attribués de gré à gré (sans appel d'offres) en 2025. Sur 1 576 contrats recensés, 1 244 ont bénéficié de cette procédure, représentant 79 % des attributions et 93 % de la valeur totale de 1,8 billion de kwanzas (2,12 Md USD). Malgré l'augmentation du nombre d'appels d'offres, la passation de marché directe domine toujours largement, soulevant des inquiétudes sur la transparence et le contrôle des dépenses publiques, d'autant que de nombreux contrats ne seraient pas déclarés au SNCP.

Luanda : 262 MEUR investis dans l'amélioration de l'approvisionnement en eau

Le Président angolais, João Lourenço, a approuvé un investissement de plus de 262 millions d'euros pour renforcer l'approvisionnement en eau à Luanda. Il a également autorisé la réhabilitation du service de pédiatrie de l'hôpital général d'Uíge (6,1 MEUR) et la construction d'un pavillon sportif polyvalent à Dundo (10,9 MEUR). Ces mesures visent à améliorer l'accès à l'eau, les infrastructures sanitaires et sportives dans plusieurs provinces du pays.

Luanda fait face à l'un des plus grands défis hydriques d'Angola, certaines zones dépendant encore de bornes-fontaines et de camions-citernes, laissant des milliers de personnes vulnérables à la pénurie d'eau et aux maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau.

La première raffinerie d'or d'Angola sera opérationnelle au premier semestre de cette année

La première raffinerie d'or d'Angola, située à Viana (banlieue de Luanda) et capable de traiter 20 kg d'or par jour, sera opérationnelle d'ici la fin du premier semestre 2026. Les travaux de construction et l'installation et le montage des équipements sont terminés, et la raffinerie est en phase de mise en service. Le directeur national des Ressources Minières, Paulo Tanganha, souligne que l'augmentation de la production d'or est cruciale pour l'approvisionnement de la raffinerie et la diversification économique. Le secteur du diamant dépasse par ailleurs certains objectifs du Plan de Développement National 2023-2027, avec une production de 15 millions de carats de diamants en 2025, plaçant le pays devant le Botswana. Malgré la pression sur les prix internationaux, l'Angola maintient une production élevée grâce à ses ressources géologiques et à la découverte de nouvelles cheminées kimberlitiques.

Une ambition pharmaceutique locale aux fondements économiques fragiles

La ministre de la Santé, Sílvia Lutucuta, a rappelé l'objectif du gouvernement de développer une production nationale de médicaments afin de réduire sa dépendance extérieure, en s'appuyant sur le transfert de technologies, la formation et le numérique.

Cette stratégie apparaît toutefois économiquement fragile. Le marché domestique, étroit et contraint par un faible pouvoir d'achat, ne permet pas d'atteindre les volumes nécessaires à la

rentabilité d'une industrie pharmaceutique, fortement intensive en capital. Les perspectives d'exportation restent limitées, faute d'intégration régionale effective, réduisant encore le marché adressable.

Dans ce contexte, le développement d'une production locale risque de reposer durablement sur des soutiens publics, avec un risque élevé de structures non compétitives, sans réduction significative de la dépendance aux importations.

Botswana

Le Botswana cherche à acquérir une participation de 30 % dans la raffinerie de Lobito, en Angola

Le Botswana a engagé des discussions avec l'Angola en vue d'acquérir jusqu'à 30 % du capital du projet de raffinerie de Lobito, un investissement estimé à 6,6 Mds USD. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à renforcer la sécurité d'approvisionnement énergétique du pays. Le gouvernement zambien détient déjà une participation de 26% dans ce projet.

Le projet, actuellement en construction, prévoit une capacité de raffinage de 200 000 barils par jour, avec une mise en service attendue autour de 2027. Une participation à hauteur de 30 % permettrait au Botswana d'accéder à environ 60 000 barils/jour de capacité, couvrant sa demande domestique tout en ouvrant des perspectives d'exportation régionale.

Pays enclavé et entièrement dépendant des importations de produits raffinés, principalement via l'Afrique du Sud, le Botswana cherche à réduire son exposition aux risques d'approvisionnement et à la volatilité des prix. Cette prise de participation s'inscrit plus largement dans une stratégie de diversification et d'intégration régionale dans la chaîne de valeur pétrolière.

Mozambique

Le Frelimo, le parti au pouvoir, demande au gouvernement de prendre des « mesures urgentes » pour faire face à d'éventuelles pénuries de carburant.

Cette demande a été formulée dans le cadre d'une réunion de la Commission politique, le 8 avril. Le parti au pouvoir au Mozambique, le FRELIMO, a prescrit au gouvernement « d'adopter des mécanismes à court et moyen termes pour faire face à la crise actuelle du carburant, résultant du conflit au Moyen-Orient ». Les principales mesures proposées sont les suivantes : i) garantir la disponibilité de réserves suffisantes de carburant afin de maintenir la stabilité de l'approvisionnement, tout en suivant l'évolution du conflit au Moyen-Orient ; ii) utiliser avec prudence le Fonds de stabilisation, en orientant les ressources vers l'atténuation des chocs, en mettant l'accent sur la protection des segments les plus vulnérables de la société ; iii) surveiller en permanence les prix afin d'éviter toute rupture de stock et toute spéculation ; iv) augmenter la capacité de stockage de carburant. Lors d'une communication publique, le président Daniel Chapo a récemment déclaré que le gouvernement subventionnerait le carburant des bus de transport public urbain afin d'éviter toute augmentation des tarifs si les prix du carburant augmentaient.

Règlement inattendu, intégral et anticipé de la dette de 701,4 MUSD due au FMI

Dans un communiqué de presse publié le 1er avril, le ministère des Finances (MF) a officialisé l'opération de remboursement anticipé de l'intégralité de la dette du Mozambique vis-à-vis du FMI (701,4 MUSD, soit 3,1 % du PIB) intervenue le 23 mars dernier. Cette dette était liée aux financements contractés dans le cadre de la fenêtre *Poverty Reduction and Growth*

Trust du Fonds. Cet instrument avait permis la mobilisation de trois financements entre 2019 et 2022 : la Facilité rapide de crédit en 2019, la Facilité rapide de crédit en 2020 et la Facilité élargie de crédit en 2022, toutes arrivées à échéance, sans financement additionnel prévu.

Dans le cadre de la 50^e réunion du Comité central du FRELIMO qui a actuellement lieu, le Président de la République, Daniel Chapo, a qualifié ce remboursement « d'acte de courage » et « de démonstration de responsabilité macroéconomique ». Le MF justifie pour sa part ce remboursement par la nécessité de réduire l'exposition de la banque centrale, en tant que garant, afin de préserver son bilan et renforcer sa capacité à maintenir la stabilité macroéconomique. Ce paiement a été effectué à partir des réserves internationales, désormais estimées à 3,5 Mds USD (contre 4,2 Mds USD en décembre 2025).

Au-delà des messages d'autosatisfaction de l'Etat mozambicain, ce remboursement d'un financement à long terme et bénéficiant de conditions concessionnelles a surpris l'ensemble des observateurs qui continuent à s'interroger sur son bien-fondé. Intervenant à un moment où le pays fait face à d'importantes pressions de liquidité, ainsi qu'à des arriérés tant sur la dette intérieure qu'extérieure, l'opération a déclenché un décrochage du spread des Eurobonds, passé ponctuellement au-dessus de 1400 points de base vendredi 27 mars.

L'extinction de cette dette a entraîné l'annulation de la mission d'évaluation post-financement prévue par le FMI pour août 2026. En raison du caractère hautement concessionnel des financements du FMI, l'impact sur la dette publique devrait rester limité, dans un contexte où celle-ci était jugée insoutenable fin 2025 (17,7 Mds USD, soit 79,1 % du PIB). Malgré la baisse des réserves internationales, celles-ci demeurent à un niveau jugé confortable, couvrant environ

cinq mois d'importations (hors grands projets).

Selon le Ministère des Finances, ce remboursement anticipé n'a pas vocation à distendre la relation avec le FMI : les discussions en vue de la conclusion d'un nouveau programme de financement se poursuivent ; l'annonce d'une mission technique en mai/juin pourrait être annoncée lors des réunions de printemps du FMI qui se tiendront la semaine prochaine à Washington, où la ministre des finances mozambicaine est annoncée à partir du 12 avril.

Namibie

Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » en Namibie

A l'issue de sa mission annuelle d'analyse économique (dite mission « Article IV »), le Fonds monétaire international (FMI) a publié ses premières conclusions sur la situation économique de la Namibie. La croissance aurait ralenti pour la troisième année consécutive en 2025 (+1,7 %, contre +3,7 % l'année précédente), pénalisée par la faiblesse continue de la demande de diamant et par les difficultés du secteur agricole, affecté par les conséquences de la sécheresse historique de 2024. Si l'inflation reste maîtrisée (+2,4 % en février en g.a.), elle devrait repartir à la hausse sous l'effet de la hausse des prix du pétrole liée à la situation au Moyen-Orient. Le déficit du compte courant s'est réduit en 2025, restant toutefois à un niveau élevé (13,2 % du PIB, contre 15,2 % du PIB en 2024), en lien avec les importations liées aux investissements dans l'exploration pétrolière. Le déficit budgétaire se serait creusé sur l'exercice 2025/26, sous l'effet du faible dynamisme des recettes minières et du repli des recettes douanières en provenance de la *Southern Africa Customs Union* (SACU). Le FMI recommande à la Namibie de poursuivre ses efforts de consolidation budgétaire, afin d'ancrer

durablement la dette (67,2 % du PIB à fin septembre 2025) sur une trajectoire descendante. L'institution monétaire recommande également sur la nécessité d'engager de véritables réformes structurelles afin d'accompagner la nécessaire diversification de l'économie.

Zambie

Le gouvernement approuve la mise à zéro de la TVA et la suspension des droits d'accise sur les importations de carburant -

Le gouvernement zambien a approuvé un ensemble de mesures fiscales exceptionnelles visant à réduire le coût des carburants, incluant la mise à taux zéro de la TVA et la suspension des droits d'accise sur les importations d'essence et de diesel.

Ces mesures, prévues pour une durée initiale de trois mois (avril-juin 2026), visent à atténuer la hausse des prix à la pompe dans un contexte de forte volatilité des

marchés internationaux de l'énergie, consécutive au conflit au Moyen-Orient. La suppression de la TVA permet une baisse immédiate des prix pour les consommateurs, de 10,40 ZMW par litre pour l'essence et de 13,00 ZMW par litre pour le diesel, tout en maintenant la neutralité fiscale pour les opérateurs, qui conservent la possibilité de récupérer la TVA en amont. Cette mesure représente toutefois un manque à gagner de plusieurs milliards de ZMW pour les finances publiques, dans un contexte où la Zambie importe environ 11 Mds USD de carburant par an.

Cette décision s'inscrit dans une stratégie conjoncturelle de stabilisation des prix et de limitation des pressions inflationnistes, les autorités cherchant à contenir les effets de la hausse des coûts du transport et de la logistique sur l'ensemble de l'économie. Le gouvernement a indiqué que ces mesures pourraient être réévaluées à l'issue de la période initiale, en fonction de l'évolution des cours internationaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtrésor.gouv.fr